

mentales doivent encore, dans l'esprit de plusieurs, être posées. En effet, aux yeux des Canadiens, il se peut qu'une des premières leçons de la crise fût de découvrir l'extrême nervosité de leur économie face à tout ce qui se passe à l'extérieur de nos frontières. Cette découverte souligne l'urgence de faire une revue complète de la place du Canada dans le monde, inclusion faite des relations économiques privilégiées qu'entretiennent le Canada et les Etats-Unis. C'est ce à quoi

faisait allusion le premier ministre canadien, M. Trudeau, quand, à l'issue de sa rencontre du 6 décembre avec le président des Etats-Unis, il parlait du «... désir centenaire des Canadiens de profiter du voisinage des Etats-Unis et de leurs relations avec eux tout en demeurant Canadiens tant et aussi longtemps qu'ils le désirent».

M. Woollcombe est membre de la direction de la Politique commerciale du ministère des Affaires extérieures.

La Chine et ses «gardes du corps» un de perdu, deux de retrouvés

par William Saywell

Etre «aux écoutes» de la Chine a toujours été une entreprise fascinante, passionnante, même si d'autre part pleine de risques. Au moment même où de nouvelles politiques voient le jour à Pékin, les renseignements exacts sur les mécanismes de prise des décisions et sur les sièges du pouvoir sont désespérément incomplets. La plupart d'entre nous préfèrent oublier le nombre de fois où nous nous sommes heurtés à ce mur, surtout depuis cinq ans.

L'histoire contemporaine, cependant, continue de fasciner l'esprit du courageux ou du téméraire. Après avoir été témoins des moments les plus dramatiques de la Révolution culturelle, les observateurs de la Chine ont pu, à l'automne de 1968, s'attacher à l'étude de ce que l'on appelait alors la normalisation de la politique étrangère chinoise. A la même époque, d'ailleurs, la Chine semblait décidée à redorer un blason qui s'était fort terni dans plusieurs capitales depuis l'été 1967.

On a suivi avec intérêt, dans ces capitales, l'ouverture des entretiens sino-canadiens à Stockholm, en février 1969. Mais la lenteur des négociations a poussé les observateurs à déclarer que la route qui menait à l'établissement de relations normales avec la République populaire de Chine serait encore longue et semée d'obstacles, car Pékin était plus que jamais irréductible sur la question de Taïwan. Il fallut aux Canadiens plus de dix-

huit mois pour trouver la formule magique qui consistait à «prendre note» de la revendication de souveraineté de Pékin sur Taïwan, tout en rassurant les Chinois sur notre sincérité et sur le sérieux de nos intentions de ne pas pratiquer la politique dite des «deux Chines».

Au cours des douze mois qui ont suivi, les obstacles se sont littéralement dissipés — aussi bien dans plusieurs capitales qu'à l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous avons vu, au cours de l'année écoulée, des douzaines de nouveaux diplomates tenter de trouver un logement à Pékin; des joueurs de ping-pong et des journalistes américains s'entretenir avec Chou en-Lai; M. Henry Kissinger avoir ses entrées en Chine et annoncer que le président Nixon s'y rendrait bientôt; et les Nations Unies voter l'admission des représentants de la République populaire de Chine. Ce fut une année remarquable. Si je me suis félicité de l'établissement des relations diplomatiques sino-canadiennes, trop longtemps différé, j'avais également prévenu les auditoires canadiens que les conséquences internationales de ce geste ne seraient guère importantes. Car, en fin de compte, nous avons été directement aux prises avec le problème de Taïwan, plus directement, en tout cas, que la France qui, en 1964, avait tout simplement reconnu la République populaire de Chine sans même mentionner Taïwan. A cet